

Secrétariat Uniterre

Av. du Grammont 9

1007 Lausanne

Tél : 021 601 74 67

Fax : 021 617 51 75

info@uniterre.ch

www.uniterre.ch

Aux médias

Lausanne, le 9 octobre 2009

Communiqué de presse

Prix des céréales : faut-il brûler les céréales pour se chauffer ?

Prix du lait : le chaudron déborde...

Action prévue à Genève du samedi 10 octobre en fin de communiqué

Céréales : une perte inestimable

Uniterre ne peut plus accepter que le prix des céréales indigènes soit fixé sur la base de quelques pourcents qui sont importés. Et que ces prix ne soient pas en adéquation avec nos réalités socio-économiques ni avec la qualité « hors normes » produite en Suisse. Le prix de nos céréales panifiables et fourragères doit être réévalué si nous souhaitons encore avoir des grandes cultures en Suisse et une agriculture diversifiée.

Aujourd'hui, le prix d'un kilo et demi de blé suisse « classe top » (51.-/100kg) équivaut au prix d'un litre de mazout de chauffage (~75.-/100 litres). Ce n'est plus tenable d'autant que les coûts de production pour l'agriculture n'ont jamais été aussi hauts. Combien de temps cela va-t-il encore durer avant que les producteurs soient amenés à brûler du blé pour faire fonctionner les séchoirs à maïs permettant de nourrir les poules ? Une absurdité qui pourrait bientôt devenir une réalité.

Des prix en chute libre pour les paysans... quant aux consommateurs...

Entre 2008 et 2009, le prix du blé TOP est passé de 62.-/les 100kg à 51.-/100 kg soit une baisse du prix **de 18%** !

Entre 1990 et 2009, **la Suisse a vu sa surface céréalière (toutes céréales confondues) diminuer de 25%** ; par exemple, la production totale de blé a baissé de 11% et celles des céréales fourragères de 25% ! (orge -41%).

Quant aux prix du pain pour les consommateurs, ils ont été réduits chez Coop récemment en moyenne de seulement **5%** (*cf. Journal Coopération, septembre 09). **D'où une simple question : 18%-5% = 13%. Où sont restés ces 13% ?**

Une hausse du prix indispensable pour le producteur et supportable pour la société

En ce qui concerne les panifiables, une hausse du prix n'aurait quasi pas de conséquence sur le prix au consommateur ; si les autres acteurs de la filière ne décident pas de grossir

leur marge. **Nous estimons que l'objectif à atteindre est de 100.-/100 kg de blé pour le producteur.** Cette hausse serait supportable pour la société sachant que le prix du blé ne compte que pour 10% du prix final pour les pains blanc et mi-blanc et respectivement 5% à 8% du prix final pour les pains spéciaux (multi céréales, complet, paysan, campagne etc. qui représentent 60% des ventes). Le calcul a été fait : si les producteurs obtenaient ce prix de 100.-/100kg de blé, l'impact sur le consommateur serait de 25.-/habitant et par an **si aucun effort n'était fait par les intermédiaires pour réduire leurs marges et que l'entier de la hausse était reportée...**

Une qualité des blés suisses « hors normes »

Nous croyons à la qualité de nos céréales ; un prix rémunérateur, se justifie. C'est lui qui garantira le maintien d'une production indigène de qualité, répondant à des normes strictes. Nos céréales panifiables sont, selon les dires de responsables de la sélection, tout à fait « hors normes ». Les producteurs suisses doivent être fiers et réaliser que les blés panifiables cultivés en Suisse ont une qualité boulangère largement supérieure à celle de nos voisins. Cette qualité, tout comme les normes écologiques strictes de production (voulues par la société suisse par biais de votations) ne permettent en rien de comparer nos produits aux produits européens ou d'outre-mer. **Nous ne pouvons donc nous satisfaire du fait que le prix mondial, prix artificiel (car basé sur la « valeur » de quelque 10% de produits bradés sur le marché mondial), soit la base sur laquelle notre prix indigène se réfère.** Si près de 90% de notre blé est (encore) produit en Suisse, c'est le prix des 10% qui sont importés qui influence le prix indigène. Il faut radicalement changer de paradigme en ce qui concerne les protections à la frontière et nous l'avons demandé à plusieurs reprises sans pour l'instant avoir été entendus.

Des importations toujours plus importantes... et le climat ?

Une société qui dépend toujours plus de l'importation, et sacrifie sa production locale, a peu d'avenir. **Est-ce justifiable et éthiquement responsable** que nos céréales fourragères soient en voie de disparition ici et que nous les remplacions par des monocultures de céréales, dans l'hémisphère sud, en provoquant la déforestation et l'utilisation massive de produits phytosanitaires et herbicides ? Sans compter qu'à cela s'ajoute un transport superflu de marchandises à travers la planète... **A quelques semaines du sommet de Copenhague sur le changement climatique, nous osons affirmer que quelque chose ne tourne pas rond dans le système.**

Halte à l'érosion de la diversité agri-culturelle

Nous estimons que la tendance actuelle est une perte pour la diversité alimentaire indigène, pour l'écologie, comme pour le paysage. Nous avons une production que beaucoup envient à l'étranger. Chaque exploitation agricole doit avoir au moins quatre cultures afin d'assurer une rotation adéquate et ainsi permettre de réduire les risques de maladies et de ravageurs tout en ménageant le sol. Les normes fixées par la production comme par la transformation sont très élevées. Elles garantissent la sécurité environnementale comme sanitaire, tout en assurant la qualité boulangère et gustative du produit final.

Lait : un système mal géré, destructeur localement comme au-delà de nos frontières

*A l'heure actuelle, les seules propositions articulées en Suisse comme en Europe sont celles de « désengorger le marché » en exportant à prix cassé de la poudre de lait et de la matière grasse à **coup de subventions à l'exportation.** Uniterre (ainsi l'Europeanmilkboard-www.europeanmilkboard.org et l'European Coordination Via Campesina www.eurovia.org) désapprouvent totalement cette option.*

Nous sommes tant en Europe qu'en Suisse en surproduction de quelques pourcent sur le marché laitier. **Cela provoque une pression énorme sur les prix des producteurs locaux (baisse de plus de 20% entre 2008 et 2009)** et a comme conséquence, par ricochet, une

destruction de marchés laitiers outremer. Ceci en raison de solutions « de facilité » (subventions à l'exportation) que suggèrent nos politiques pour se débarrasser de la patate chaude alors que dans d'autres occasions (OMC, accords de libre-échange), ils affirment vouloir supprimer les subventions à l'exportation.

Cela fait de très nombreuses années qu'Uniterre demande la fin des subventions à l'exportation et nous n'avons pas changé de ligne, même dans des situations extrêmes de crise comme maintenant ; par soucis de cohérence. Cette dernière ne semble pas habiter nos responsables politiques. **Les subventions à l'exportation sont un « outil de gestion des surplus » qui est éthiquement inacceptable** puisque ces aides provoquent un dumping dans les pays de destination qui se retrouvent inondés par des produits bon marché qui détruisent leur propre économie locale. La poudre de lait arrive à vil prix (au point qu'il est possible de reconstituer du lait entier) et concurrence la production locale.

De plus, les subventions à l'exportation sont ou co-financées par le « fonds de soutien » des producteurs de lait ou par un prix nettement plus bas pour une quantité donnée (23 cts/litre pour 5% des quantités par exemple). Le reste de l'argent nécessaire est apporté par l'Etat (en général via des fonds déjà attribués à l'agriculture) et/ou par l'industrie. Cette pratique finance donc l'industrie qui ne fait pas son travail correctement puisqu'elle a poussé les producteurs à produire, mais n'a pas su garantir les marchés ensuite. Les producteurs en ont assez de payer pour ce travail bâclé et de subir le manque de transparence de l'industrie et des acheteurs.

Nous rappelons que pour nous, la solution du marché laitier doit passer :

- **Par une gestion des quantités.** Celle-ci peut-être mise en pratique si la force obligatoire est donnée par les politiques à une organisation de producteurs et non à l'Interprofession du lait.
- **Par une réelle transparence dans le marché :** que l'industrie laitière communique les quantités (au moins 95%) dont elle a besoin annuellement pour tourner. Les pourcent supplémentaires doivent être négociés à un prix supérieur. Dans tous les cas ils ne peuvent être utilisés pour faire des produits bradés sur le marché international avec l'aide de subventions à l'exportation.
- **Par un prix rémunérateur de 1.-/litre** permettant aux producteurs de produire moins et mieux.

Nous rappelons à **Mme Leuthard** que nous ne demandons pas de l'argent mais un **outil politique permettant de rééquilibrer le rapport de force dans la filière et retrouver un marché sain !**

Programme du samedi 10 octobre

A Genève, samedi matin 10 octobre, nous allons thématiser ces deux aspects par une action symbolique **mettant en scène le « lait débordant » et les « céréales de chauffage » sur la plaine de Plainpalais.** Elle se déroulera après **10h30 et jusque vers 12h.** Cette action sera faite avec **de nombreux producteurs (laitiers, céréaliers, viticulteurs, maraichers et arboriculteurs)** qui arriveront par 3 cortèges de tracteurs venant d'Onex, Thônex et Meyrin (**où des ventes de lait de grève auront eu lieu entre 8h30-9h30 : Coop de Thônex, Migros d'Onex, Forum Meyrin**). Des prises de paroles auront lieu entre 11h-11h30 à Plainpalais. [Programme complet](#)

A Neuchâtel : 10 octobre : Ville de Neuchâtel. Vente de lait de grève dès 09h devant la Coop à la rue de la Treille puis dès 13h, quelques pas plus loin devant la Migros à la rue de l'Hôpital.

A St Croix : 10 octobre matin : vente de lait de grève en face de la Migros

Appel aux habitants

Nous invitons également les consommateurs à **aller dans les fermes pour acheter du lait**. Au prix qu'il est actuellement payé par l'industrie (55cts/litre), les producteurs en grève ne le livreront plus à la grande distribution. Les fermes sont identifiables par des panneaux (par litre de lait, 1.- pour le paysan ou par des banderoles révolte paysanne.



Nous **appelons les consommateurs** à visiter notre site internet (pour les ventes en ville de lait) et à télécharger des autocollants à coller dans ou aux alentours des grandes surfaces.



Contacts presse :

(F) Pierre-André Tombez, Président d'Uniterre +41796345487, info@uniterre.ch

(D) Rudi Berli, Secrétaire à Uniterre +41787077883, r.berli@uniterre.ch

(F) Nicolas Bezençon, Secrétaire d'Uniterre +41795745412 info@uniterre.ch

(F) Valentina Hemmeler Maïga, secrétaire d'Uniterre +796721407 info@uniterre.ch

Pour en savoir plus :

Tous [nos communiqués](#) sur notre site.

Notre [page spéciale](#) révolte paysanne où vous trouvez toutes les actions entreprises et celles à venir.